



Numéro : 139 — Le numéro : 1,50 F — MARS 1979 — I.S.S.N. 0397-1511

LE JOURNAL DU MINEUR

ORGANE MENSUEL DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES MINEURS - C.F.D.T.
Siège administratif : 35, rue des Feronniers — 59500 DOUAI — Tél. 88-61.86



La Fédération des Mineurs partie prenante dans les négociations engagées avec le gouvernement sur l'avenir de la Sidérurgie.

Deux réunions importantes ont eu lieu sur l'avenir de la Sidérurgie française. Le 6 février au Ministère du Travail, le 23 février au Ministère de l'Industrie. L'avenir de la Sidérurgie française conditionne directement deux secteurs miniers. Il s'agit des mines de fer de l'Est et de l'Ouest, des Houillères productrices de coke et de charbon à coke notamment les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, la Lorraine et les Houillères d'Aquitaine.

La Fédération Nationale des Mineurs en lien avec la Fédération Générale de la Métallurgie CFDT consciente de l'enjeu que représente l'avenir de la Sidérurgie Lorraine et du Nord, sur l'avenir des travailleurs des mines, a estimé de son devoir de participer à ces discussions. Il faut noter que seule la Fédération Nationale des Mineurs CFDT était présente à ces deux réunions.

(Suite page 6)

Les Délégués Mineurs... Une Glorieuse Page de l'Histoire du Mouvement Ouvrier Français

Un peu d'histoire et de législation :

Il faudra un demi-siècle de lutte aux mineurs français, avant que ne soit proclamée le 8 juillet 1890 la loi instituant les Délégués Mineurs. Ouvriers élus par les ouvriers d'une exploitation pour une période de trois ans et chargés de visiter les travaux de leur circonscription, dans le but d'en examiner les conditions de sécurité et d'hygiène pour le personnel qui y est occupé, et d'autre part, en cas d'accident d'examiner les conditions dans lesquelles cet accident s'est produit.

Une série de textes dont les dispositions sont rassemblées dans les articles 120 à 157 et 180 et 181 du Livre II du Code du Travail ont modifié et complété cette loi, confiant aux Délégués Mineurs diverses missions d'inspection du travail, ainsi que les fonctions de délégués du personnel.

Le 14 juin 1946, un décret ministériel portant Statut du Mineur a institué des délégués permanents de la surface dont les attributions sont fixées par le livre II du Code du Travail article 156 a, et le Décret N° 49-330 du 11 mars 1949 modifié.

Cadre d'action :

Chaque délégué agit dans le cadre d'une circonscription délimitée géographiquement et les limites des communes sous le territoire desquelles elle s'étend. Un plan des circonscriptions est annexé à l'arrêté d'institution fixé par le Préfet pris sur rapport des ingénieurs des mines. L'exploitant et les ouvriers intéressés remplissant les conditions réglementaires d'électorat, ainsi que les syndicats auxquels ils peuvent appartenir sont également entendus avant la fixation des limites des circonscriptions.

Un affichage préalable permet de présenter des observations.

Une des communes sous le territoire desquelles porte la circonscription est considérée comme le siège de cette circonscription ; un exemplaire de l'arrêté et du plan y reste déposé.

Les Délégués du jour sont chargés dans les mêmes conditions que les délégués mineurs du fond de visiter les installations et services du jour des exploitations minières ou des carrières à ciel ouvert.

(suite page 2)

Supprimer l'abattement de 22 % sur les retraites minières — C.A.R.C.O.M. —

Un groupe de travail Syndicats-C.N.P.F. s'est réuni à Paris le 20 février 1978 pour discuter d'un texte patronal élaboré suite aux précédentes négociations sur l'application aux Mineurs de la Loi (très insuffisante d'ailleurs) sur les travailleurs manuels (suppression de l'abattement de 22 % sur les retraites CARCOM).

Après discussion, il est proposé :

1 — l'extension aux travailleurs du FOND, ayant 30 ans de service au sens CAN, dont 15 ans au Fond, à condition d'être dans un emploi au plus égal à l'Echelle 9 (bénéfice à 60 ans d'âge).

Le C.N.P.F. a refusé les travailleurs affiliés à l'AGIRC, c'est-à-dire un coefficient hiérarchique supérieur à 300 (il s'agit de Porions, sous-chefs porions et chefs porions notamment).

(suite page 2)

Quand le Gouvernement tirera-t-il les conséquences politiques en matière de choix énergétique...

Alors que l'ensemble des grands pays industrialisés a une politique de diversification des sources d'énergie, en redonnant notamment une place au charbon, le gouvernement français relance son programme nucléaire.

Cette obstination, bloquant des sommes d'argent considérables, a comme autre conséquence, de ne pas assurer les besoins en électricité de la France dans les prochaines années et de ne pas permettre la diversification.

Il apparaît que la solution la plus réaliste serait d'engager rapidement (comme cela se passe dans d'autres pays européens : l'Allemagne a un programme de construction de 30 centrales au charbon d'ici 1990, l'Italie et les Pays-Bas s'approprient à lancer un programme comparable), un programme de construction de centrales thermiques au charbon. Cela a l'avantage de réaliser des groupes de 600 MW en 44 mois pour un investissement de 2500 F le KW installé, soit la moitié de l'investissement réel pour une centrale nucléaire.

Une telle orientation implique également que l'on mette fin à la récession charbonnière en France.

Alors que les pays européens, notamment l'Allemagne et l'Angleterre maintiennent et développent leur production de charbon, le gouvernement français relance son programme de fermeture de puits de mines.

Il est évident que le charbon jouera dans les prochaines décennies un rôle considérable dans la couverture des besoins énergétiques.

Cette situation va avoir pour conséquence une tension sur les cours mondiaux de cette matière première.

Détruire la capacité de production charbonnière en France, relevait d'une vision à très court terme, un choix qui va à l'encontre des intérêts des mineurs bien sûr et de l'économie française.

La Fédération des Mineurs C.F.D.T. mettra tout en œuvre pour informer l'opinion publique française sur la réalité des mines de charbon françaises ; elle appellera les travailleurs à exiger un nouveau programme charbonnier français et à combattre le gâchis que représente la fermeture quasi-irréversible d'un puits de mine.

**Relèvement
de l'indemnité
de logement
des mineurs actifs
et retraités**

(page 2)

**Les résultats
de la tombola**



voir en page 8

les délégués mineurs...

(suite de la première page)

Visites :

L'étendue de chaque circonscription est fixée en fonction de la visite détaillée des travaux, installation ou service que comporte chaque exploitation.

La durée des visites s'entend en temps évalué en journée de travail nécessaire pour permettre de parcourir, en les examinant chacun sans exception et avec l'attention suffisante, tous les puits, galeries, chantiers, ateliers ou installations situés dans la circonscription et maintenus en état d'entretien.

L'évaluation du temps se fait par journée entière ou demi-journée sans qu'en aucun cas on admette de coupure inférieure.

La journée de travail du délégué est fixée en principe d'une durée égale à la journée de travail des ouvriers de la circonscription considérée.

Quand une circonscription a plus de 1 500 ouvriers, le Préfet peut diviser les travaux en plusieurs circonscriptions afin que cela n'exige pas plus de 6 jours de visite.

Les exploitations de moins de vingt-cinq (25) ouvriers, peuvent être dispensées de délégué-mineur.

Malgré l'avance qu'a la profession minière sur les autres secteurs et pays en matière de représentants permanents à l'Hygiène et à la Sécurité par les délégués-mineurs des améliorations doivent être apportées à la législation existante, afin qu'aucun chantier minier n'échappe au contrôle de la sécurité par les représentants des travailleurs. N'est-ce pas dans les petites exploitations que se posent bien souvent le plus de problèmes d'Hygiène et de Sécurité ?

Un ensemble de petites exploitations voisines peuvent même si elles dépendent d'exploitants différents et de communes voisines, être regroupées dans une même circonscription. Il faut pour cela que la visite détaillée des puits, galeries et chantiers de cet ensemble n'exige pas plus de six jours et que le nombre total des ouvriers qui y sont occupés ne soit pas supérieur à 500.

Eligibilité et électorat :

A chaque circonscription est attaché un délégué titulaire et un suppléant. Les conditions d'électorat et d'éligibilité sont fixées par les articles 135-136 du Livre II du Code du Travail pour les Délégués Mineurs et 18 et 19 décret 49-330 du 11-3-1949 modifié pour les délégués de surface.

Pour être éligible, il faut être âgé de 25 ans, de nationalité française, de qualification professionnelle équivalente à la catégorie 5, avoir 3 ans d'ancienneté ou moins dans la circonscription, être français (naturalisé 10 ans au moins).

Les fonctions du délégué débutent le lendemain du jour où leur élection a été proclamée.

Les visites se distinguent en cinq chapitres :

- 1°) Visites réglementaires bimensuelles (de Puits, Chantiers et Services).
- 2°) Visites supplémentaires d'hygiène et de sécurité.
- 3°) Visites d'accidents graves.
- 4°) Visites d'accompagnement des ingénieurs des mines.
- 5°) Visites pour le contrôle de la durée du travail.

Le Délégué Mineur consigne dans un registre spécial dûment paraphé par l'administration municipale ses observations faites au cours de ses visites.

Avis en cas de danger imminent :

Si le Délégué estime que l'exploitation présente dans un chantier ou quartier ou une installation qu'il vient de visiter une cause de danger imminent au point de vue de l'hygiène ou de la sécurité, par suite de l'inapplication des lois ou règlements en vigueur, soit pour toute autre cause, il doit en aviser immédiatement et par écrit l'exploitant ou son représentant sur place.

Ceux-ci doivent aussitôt avertir, constater ou faire constater par préposé, en présence du délégué, l'état de chose signalé par ce dernier et prendre sous leur responsabilité les mesures appropriées.

Le Délégué informera sans délai l'Ingénieur des Mines afin qu'il puisse intervenir s'il y a lieu et en porter mention sur le registre réglementaire de la circonscription.

Pour cet usage, le Délégué utilisera un carnet à souche (feuilles détachables avec talon sur lequel il invitera le représentant de l'exploitant à reconnaître par sa signature que l'avis lui a été remis).

Si le représentant de l'exploitant refuse de signer, le Délégué le mentionnera sur le talon ainsi que sur l'avis adressé à l'Ingénieur des Mines et le consignera sur son registre réglementaire.

Délégué du personnel :

Indépendamment du rôle de l'hygiène et de la sécurité et du contrôle de certaines prescriptions de la réglementation du travail, les Délégués Mineurs et de Surface remplacent les délégués du personnel prévus par la législation générale.

Ces fonctions de délégués du personnel concernent plus particulièrement le personnel ouvrier.

Une lourde tâche, qui doit être partagée par la Section Syndicale :

Considérant la double fonction du Délégué, la tâche complexe qui lui incombe apparaît aisément. Notre avis est que les circonscriptions pour être supportables (en responsabilité) devraient ne pas excéder 500 ouvriers. Dans la situation actuelle, nous sommes dans de nombreux cas loin du compte, si bien que l'action concertée des sections syndicales dans le cadre des CHS doit permettre la prise en charge collective de l'action des délégués.

Sanctions :

Pour négligences graves ou abus qualifiés dans l'exercice de ses fonctions, le délégué peut encourir une sanction, par suspension temporaire (3 mois au plus) ou être révoqué.

Le délégué révoqué ne peut être réélu avant une période de trois ans.

Sanctions encourues par ceux qui apportent une entrave à l'exercice des fonctions des délégués.

La loi du 21 avril 1810 (actuellement Code Minier) poursuit et punit tous ceux qui apportent une entrave aux visites et constatations des délégués-mineurs et des délégués de surface ou contreviennent aux dispositions du chapitre 4 du titre III du Livre II du Code du Travail.

Ceux qui ont influencé le vote dans les élections des délégués mineurs ou de surface de façon malhonnête ou qui soit pas voies de faits, violence, menaces, dons ou promesses, soit en faisant craindre à un électeur de perdre son emploi, d'être privé de son travail ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille, sa fortune, sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende ou de l'une des deux peines seulement.



Délégué Mineur Merlebach.
R. SCHMITZ.

SUPPRIMER L'ABATTEMENT DE 22 %...

(suite de la première page)

Par contre le C.N.P.F. ne refuse pas d'étudier la reprise éventuelle jusqu'à l'Echelle 11... Question en suspens à l'étude par le patronat.

2 — Pour le **JOUR** : reprise des travailleurs ayant 41 ans d'activité ou de retraite minières à 60 ans, dont 5 ans de travaux pénibles, dans un emploi au plus égal à l'Echelle 10, dans les 15 dernières années précédant la retraite à 60 ans (soit entre 45 ans et 60 ans d'âge).

Le C.N.P.F., suite aux revendications posées par les syndicats, étudiera la possibilité de dépasser le seuil de l'Echelle 10 et la possibilité d'assimiler 5 ans de Fond dans les 5 ans de travaux pénibles...

A ce jour donc, aucune décision définitive n'est prise. Un projet de texte sera envoyé aux Confédérations. Si une seule Confédération n'est pas d'accord sur ce texte, une nouvelle négociation aura lieu le **20 MARS 1979** ; à l'issue de celle-ci, le texte éventuellement amendé, devra être signé par les partenaires (il n'y aura plus de nouvelles négociations).

Signalons que le C.N.P.F. a fait remarquer qu'actuellement en France moins de 10 000 travailleurs sur l'ensemble des 15 millions d'assurés sociaux, bénéficient de la Loi sur les travailleurs manuels.

Avec les dispositions d'extension aux Mineurs, 15 à 20 000 d'entre eux en bénéficieraient...

La date d'application a été fixée au 1^{er} **JANVIER 79** ; il a été accepté, après discussion, que les dossiers liquidés depuis le 1^{er} juillet 1976 (date de la Loi) pouvaient être rouverts à la demande des intéressés pour la **détermination des droits, mais il ne sera pas payé de rappels...**

Il semble que la CARCOM soit en mesure de faire cette réouverture systématique de tous dossiers depuis le 1/7/1976. Ceci implique que les Administrateurs C.F.D.T. à la CARCOM le demandent rapidement.

RELÈVEMENT DE L'INDEMNITÉ DE LOGEMENT

Montant des indemnités de logement des ouvriers et des ETAM

Un arrêté ministériel vient de paraître sur la revalorisation de l'indemnité de logement attribué au personnel actif et retraité HBL.

Il est à noter qu'une fois de plus il a fallu 7 mois au Ministère pour publier l'arrêté.

D'autre part, aucune mesure allant dans le sens d'une revalorisation de l'indemnité de logement qui correspond à la valeur locative réelle des logements, ainsi qu'une uniformisation de l'avantage en nature, n'est intervenue.

Force est de constater que les déclarations des plus hauts responsables de l'état sur la justice et le rétrécissement de la hiérarchie, restent lettre morte. En effet, l'indemnité de logement ingénieur reste près de 5 fois supérieure à celle d'un ouvrier.

Face à cette situation, seules la mobilisation et l'action des travailleurs permettront d'engager les négociations qui s'imposent dans le domaine des avantages en nature.

Les barèmes ci-dessus s'appliquent également aux ayants-droit retraités et veuves.

Situation de famille		A compter du 01.07.76		A compter du 01.07.77		A compter du 01.07.78	
		Ouvriers	ETAM	Ouvriers	ETAM	Ouvriers	ETAM
Célibataire	< 15 ans de ser	109,20	185,76	116,22	198,-	127,14	216,-
	≥ 15 ans de ser	121,33	206,40	129,13	220,-	141,27	240,-
Marié	sans enfants	182,-	309,60	193,70	330,-	211,90	360,-
Marié	1 enfant	205,70	335,90	219,-	358,-	239,20	390,-
	2 enfants	229,40	362,20	244,30	386,-	265,50	420,-
	3 enfants	248,30	381,-	264,40	406,-	288,60	441,60
	4 enfants	267,20	399,80	284,50	426,-	310,70	463,20
	5 enfants	286,10	418,60	304,60	446,-	332,80	484,80
	6 enfants	305,-	437,40	324,70	466,-	354,90	506,40
	7 enfants	323,90	456,20	344,80	486,-	377,-	528,-
	8 enfants	342,80	475,-	364,90	506,-	399,10	549,60
	9 enfants	361,70	493,80	385,-	526,-	421,20	571,20
	10 enfants	380,60	512,60	405,10	546,-	443,30	592,80
par enfant supplémentaire		+ 18,90	+ 18,80	+ 20,10	+ 20,-	+ 22,10	+ 21,60

BASSIN DE LORRAINE

La Conférence Régionale de l'Emploi du 3 Mars 1979 a pris position

Pour vivre
et travailler
au Pays
Lorrain



Il y a des solutions, il faut les garantir par la lutte.
— C'est 100 000 postes de travail qu'il faut sur la Lorraine pour garantir à chacun le droit de vivre et de travailler au pays.

Le démantèlement économique doit cesser.

Dans les cinq dernières années :

- 8 000 emplois ont disparu dans l'agriculture
- 9 000 emplois ont disparu dans le bâtiment
- 20 000 emplois ont disparu dans l'industrie

En 1979-1980, c'est encore :

— 20 000 nouveaux licenciements qui sont prévus dans les industries de base (mines de fer, sidérurgie, textile).

Toutes les professions sont directement touchées par la détérioration du tissu industriel.

- Commerce, services, transports.
- Administrations, secteur public et nationalisé.

60 000 chômeurs sont recensés officiellement :

- 54 % de femmes
- 46 % d'hommes

Les jeunes qui ont moins de 25 ans représentent 55 % de chômeurs.

Chaque jour, 20 lorrains et Lorraines quittent la région. C'est 20 000 personnes qui ont été contraintes de partir depuis 3 ans.

**VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS LORRAIN
UN BESOIN, UN DROIT
PAR LE SUCCES DE NOS REVENDICATIONS,
C'EST POSSIBLE**

La CFDT revendique le droit de vivre et travailler au pays pour tous les travailleurs français et immigrés, femmes et hommes.

Des solutions existent, elles doivent être négociées.
— Par le maintien du potentiel industriel (mines, sidérurgie, textile) qui ne peut être garanti et se développer que par une intense diversification des activités économiques.

— Par la récupération en Lorraine du retard sur les autres régions de France, des emplois du secteur tertiaire particulièrement, ceux de la fonction publique (enseignement, télécommunications, sanitaire et social, cadre de vie).

Ce rattrapage se situe à 25 000 emplois environ.

— Par d'autres conditions d'emplois qui conduisent à la réduction du temps de travail, avec pour objectifs :

- Les 35 heures par semaine ;
- La 5^e équipe pour les feux continus en 33 heures ;
- L'âge de la retraite à 60 ans et à 55 ans pour les travaux pénibles pour tous ceux qui sont encore obligés de travailler jusqu'à 65 ans.

**POUR MIEUX VIVRE, TRAVAILLER AUTREMENT
IL FAUT AGIR AVEC LA C.F.D.T.**

- Donner une issue positive aux actions engagées, tout faire pour qu'elles aboutissent à des résultats concrets pour les travailleurs.
- Unir les travailleurs qui luttent pour avoir un emploi et ceux qui revendiquent une diminution de leur temps de travail.

La C.F.D.T. de Lorraine appelle les travailleurs à soutenir les cahiers de revendications dans toutes les entreprises, à répondre aux mots d'ordre de leurs syndicats.

C.A.R.C.O.M.

CAISSE DE RETRAITES COMPLÉMENTAIRES
DES OUVRIERS MINEURS

Les allocataires et futurs allocataires de la CARCOM sont avisés qu'un Bureau d'information est désormais à leur disposition à FREY-MING-MERLEBACH, 42, rue Nicolas-Colson (ancienne école, à droite de la Mairie).

Ce Bureau est ouvert chaque semaine aux jours et heures suivants :

- le lundi de 14 h à 17 h ;
- le mardi de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h ;
- le mercredi de 14 h à 17 h ;
- le jeudi de 14 h à 17 h ;
- et le vendredi de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h.

Les intéressés y recevront le meilleur accueil. On leur donnera tous les renseignements et toute l'aide nécessaire pour résoudre leurs problèmes de RETRAITES COMPLÉMENTAIRES (renseignements, liquidations, révision d'allocation) et de FONDS SOCIAL (aides personnalisées, prêts sociaux, aide aux vacances des retraités et de leurs enfants).

Les classifications des cokeries doivent être négociées

Mercredi 21 février a eu lieu à la Direction Générale, une réunion concernant les classifications du personnel des fours pré-chauffés et du four tournant de la cokerie de Carling.

La Direction des H.B.L. a refusé de négocier, en prenant comme argument que les études de postes de travail étaient en cours.

Le Syndicat des Mineurs C.F.D.T. a une fois de plus remis en cause la méthode de qualification soit-disant scientifique utilisée par la Direction.

La négociation d'une véritable convention collective reste plus que jamais d'actualité. Cette négociation doit tenir compte de l'évolution technique et des aspirations des travailleurs, qui se caractérisent par une volonté de bénéficier d'un déroulement de carrière minière.

Le Syndicat des Mineurs C.F.D.T. mettra tout en œuvre pour parvenir à une véritable négociation d'une convention collective. Pour y parvenir, les militants de la C.F.D.T. n'excluent aucune forme d'action qui sera décidée par la majorité des travailleurs, en particulier à la cokerie de Carling.

L'ACTION DES MINEURS DE NOMBREUX BASSINS SOULIGNE LA NÉCESSITÉ D'OUVRIRE DE VÉRITABLES NÉGOCIATIONS

La C.F.D.T. fait une demande dans ce sens auprès de
M. Paul GARDENT
Directeur Général
Charbonnages de France

Le 21 février 1979

Monsieur le Directeur Général,
Depuis plusieurs jours et semaines, le mécontentement du personnel se fait grandissant dans les différentes houillères (lavoir à Carmaux, Centrale de Gardanne, Houillères des Cévennes, de la Loire, du Nord et Pas-de-Calais, cokerie de Carling en Lorraine).

Les revendications du personnel portent essentiellement sur les rémunérations et l'avenir des mines.

Cette situation est le résultat du refus des Charbonnages de France, des Directions de Bassins et de Houillères, d'engager de sérieuses négociations sur les revendications de la profession.

Face à cette situation, la Fédération des Mineurs, en lien avec ses syndicats, demande que rapidement des négociations soient ouvertes à tous les niveaux de l'entreprise, portant sur :

1°) l'arrêt de fermetures programmées unilatéralement par les Charbonnages de France.

2°) l'établissement d'un programme de production et d'écoulement garantissant le niveau de l'emploi dans les différents bassins et houillères.

3°) la réduction du temps de travail sans perte de salaire.

4°) l'élaboration de conventions collectives intégrant la nécessité de revaloriser la profession et prévoyant un déroulement de carrière minière.

5°) la suppression des inégalités dans le domaine des avantages en nature.

La Fédération des Mineurs espère que ces négociations s'ouvriront rapidement. Si cela ne devait pas être le cas, nous nous verrions dans l'obligation d'amplifier et de développer les actions en cours.

Dans l'attente, recevez, Monsieur le Directeur Général, l'expression de nos sentiments distingués.

Jean-Marie SPAETH
Secrétaire Général

Les ouvriers de la « Chapelle » auront-ils un car pour les transporter au Puits V ?

Parmi les 14 questions posées le 23-02-79 au Comité d'Etablissement de Merlebach, nous avons jugé utile de vous présenter celle-ci.

Plus de 30 ans se sont écoulés depuis la création de la cité de la Chapelle par les H.B.L., sans que la Direction n'ait accepté de discuter du bien fondé des réclamations permanentes du Personnel d'être transporté vers les Puits V et Reumaux. Il y a 16 ans, le transport des ouvriers de Reumaux fut accepté après de nombreuses interventions au Comité d'Entreprise (ancienne formule) du groupe Ouest.

Depuis cette date, vaines ont été les démarches entreprises pour les travailleurs du Puits V, la Direction se refusant de reconsidérer sa position de 1963.

Quelle n'a pas été l'évolution des situations, du logement, des routes depuis cette date ?

Nombreux sont ceux qui par leurs propres moyens se déplacent tous les jours, par tous les temps, créant de ce fait des situations de risques personnels et collectifs. Combien sont-ils ceux qui, victimes d'accidents de circulation ont eu à déplorer dégâts matériels et accidents corporels ?

Combien sont-ils ceux qui, trempés, gelés jusqu'aux os, font depuis des hivers et des hivers le chemin épuisant — Chapelle-Puits V — et vis-versa après leur poste de travail ?

La Direction aurait mauvaise conscience d'ignorer l'évolution du problème en s'engageant sur la voie du refus.

Faut-il rappeler les promesses faites en matière d'amélioration des transports ?

Nous comptons fermement sur une nouvelle approche de la question dans un but d'amélioration sociale.

Les représentants C.F.D.T. du C.E. 3

HOUILLÈRES DU BASSIN DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS



Le Syndicat Régional des Mineurs C.F.D.T. et ses sections se sont inscrits pleinement dans l'action interprofessionnelle régionale du VENDREDI 16 FÉVRIER.

Les Mineurs C.F.D.T. avaient décidé d'appeler, seuls au départ à cause des attermolements et tergiversations des autres partenaires syndicaux, puis ensuite par la C.G.T., l'ensemble des travailleurs des Houillères du Nord - Pas-de-Calais à participer massivement à une grève de 24 h ce jour-là.

La C.F.D.T. avait aussi demandé à tous les travailleurs du Bassin minier de prendre part aux manifestations qui s'y déroulaient, à Bethune (5 000 manifestants), à Lens (15 000 manifestants), à Douai (5 000 manifestants) et à Valenciennes (80 000 manifestants)...

Malgré les appels à l'inaction des 3 organisations alignées que sont la C.F.T.C., F.O. et la C.G.C., la grève dans le Bassin minier a dépassé les 60 % de participants...

Un manifeste intersyndical C.F.D.T. - C.G.T. - F.O. - C.F.T.C. - C.G.C. avait été discuté et largement diffusé aux travailleurs des Mines dans les jours précédents le 16 février... Mais hélas, cet accord très important n'a pu se concrétiser positivement dans l'action commune. Les

Le 16 Février...

Puissante journée d'action dans la région du NORD et du PAS-DE-CALAIS

travailleurs jugèrent sévèrement l'attitude des 3 organisations qui refusèrent l'action unitaire le 16 février, pour des motifs absolument pas fondés...

Et pourtant, la récession minière s'accélère dangereusement...

L'année 1979 s'annonce comme devant être particulièrement marquée par des fermetures de puits et services concernant tous les secteurs du Bassin minier : l'unité de production 6 de Bruay-en-Artois, la Fosse Sabatier et la Cokerie de Louches dans le Valenciennais, la Cokerie de Mazingarbe, la Fosse Barrois dans le Douais, une importante réduction d'activités des Ateliers Centraux d'Aniche et du Lavoir de Fouquières...

Ceci représentera une nouvelle perte de plus de 3 000 emplois directs en quelques mois... L'année 1979 est donc une année décisive pour la profession minière régionale.

A ce rythme, la C.F.D.T. craint que la fin de l'exploitation charbonnière régionale se situe en 1983!... Les 17 000 travailleurs des mines qui subsisteraient alors ne sont pas assurés, dans les conditions actuelles, de garder leur emploi. Comme cela se passe dans les Mines de Fer, il n'est pas exclu qu'il y aura des licenciements de mineurs!...

Cette importante récession continuera à se répercuter sur les entreprises dont l'activité est liée à celle des Houillères, qui seront amenées à supprimer elles aussi un nombre important d'emplois...

Pour la C.F.D.T., il est urgent que les travailleurs du bassin minier réagissent afin de créer un rapport de forces pour modifier fondamentalement les décisions de récession prises par le gouvernement et les directions. Sinon, en 1980, la situation sera devenue irréversible pour les Mineurs et leur entreprise...

Le 26 février, l'intersyndicale des Mineurs a été reçue par le Directeur de Cabinet du Préfet de la Région Nord - Pas-de-Calais, à Lille.

Comme prévu, cette entrevue n'a absolument rien donné. Le représentant du gouvernement n'a fait que confirmer les décisions de fermeture des installations minières de notre région, avec beaucoup d'assurance...

Ceci démontre, à ceux qui ne l'ont pas encore compris ou qui refusent de voir la réalité en face, que seule l'action et le rapport de force puissant et unitaire sont capables de faire reculer le pouvoir et de remettre en cause ses décisions funestes...

Au Comité d'Entreprise du Bassin du 22 Février : Aucune remise en cause du plan de Fermeture ?

La C.F.D.T. a réaffirmé son opposition à la fermeture organisée du Bassin Nord - Pas-de-Calais.

Nous risquons en effet d'assister en 1979 à un nombre impressionnant de fermetures de puits et services. Malgré les problèmes posés par les difficultés de production énergétique, la Direction va fermer 9 des 10 centrales existantes d'ici 1985. La crise de la sidérurgie provoque la fermeture de la cokerie de Louches; seule la cokerie de Mazingarbe va bénéficier d'un sursis d'un an, mais son avenir, comme celui de la cokerie de Drocourt, risque d'être assez bref...

La Direction ne remet en cause aucune fermeture. Bien plus, malgré l'action des travailleurs, les fermetures s'accroissent. Malgré les promesses, le démantèlement des ateliers continue; malgré la situation économique et sociale du Bassin, la Direction va supprimer 3 500 emplois en 1979. Toutes les propositions et solutions apportées par la C.F.D.T. sont rejetées avant d'être discutées!...

La C.F.D.T. a demandé avec insistance :

- le maintien de l'exploitation charbonnière permettant la complémentarité de l'énergie de notre pays et entr'entraînant la modernisation et la construction de centrales électriques au charbon,

- la revalorisation de la profession permettant une politique d'embauche et garantissant une carrière dans les mines,

- l'uniformisation des avantages en nature,

- la réduction du temps de travail.

La C.F.D.T. a déclaré que face au refus du gouvernement et du patronat de prendre en considération nos revendications, elle était décidée à créer le rapport de force unitaire des travailleurs, seul capable de créer les conditions de changement de la politique patronale et gouvernementale

LES MEMBRES C.F.D.T. DES COMITÉS D'ENTREPRISE DES HOUILLÈRES EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A LENS



Une réunion qui a attiré de nombreux militants. (Ph. N.-M.)

Les membres C.F.D.T. des comités d'entreprise des Houillères du Nord - Pas-de-Calais se sont réunis à Lens en journée d'études, lundi 5 février, au Centre Dumas.

Les travaux ont particulièrement porté sur :

- l'action des comités d'hygiène et sécurité et sur les priorités à engager pour une meilleure protection de la santé des travailleurs des mines;

- les structures des commissions d'œuvres sociales pour éviter qu'à l'avenir des membres du personnel soient oubliés ou moins bien couverts que d'autres.

A cette occasion, les représentants des mineurs C.F.D.T. ont réaffirmé les objectifs de leur syndicat pour obtenir des œuvres sociales pour le plus grand nombre en accordant la priorité aux plus défavorisés.

Les participants à cette assemblée générale parlèrent également de la situation économique des Houillères du Nord - Pas-de-Calais, au seuil d'une année décisive pour l'avenir du Bassin Minier face aux fermetures programmées à court terme, et de l'action à développer.

Les élections pour le renouvellement général des délégués mineurs et des délégués de la surface, qui interviendront fin mai 1979, furent également discutées.

L'avenir de la sécurité Sociale minière au centre de trois jours de session des mineurs C.F.D.T.



Des mineurs venus de toute la région pour assister à cette session.

(Ph. N.-M.)

Le syndicat régional des mineurs C.F.D.T. du bassin Nord - Pas-de-Calais a organisé les 31 janvier, 2 et 3 février au centre Dumas à Lens, une session d'études et de recherche sur la sécurité sociale minière et son avenir, à laquelle participaient les administrateurs C.F.D.T. des sociétés de secours minières de la région, les responsables C.F.D.T. du personnel des S.S.M. et de l'U.R.-S.S.M. et des militants représentants les 18 sections syndicales des mineurs C.F.D.T.

A partir des travaux de 5 commissions d'étude, les participants ont largement débattu de la politique de soins, des problèmes de la médecine, de la prévention et des réalisations sociales et familiales du régime particulier de sécurité sociale minière, de l'action pour les personnes âgées.

Les militants C.F.D.T. ont particulièrement insisté sur

la nécessité d'informer les affiliés, actifs et retraités, sur leurs droits.

La discussion et la recherche ont également porté sur les structures de la S.S.M., de la Caisse Primaire à la Caisse Autonome Nationale (rôle, pouvoir, place des syndicats).

Les objectifs prioritaires de la C.F.D.T. dans tous ces domaines ont été actualisés et les moyens d'action définis afin de sauvegarder et d'améliorer la sécurité sociale minière dans toutes ses dimensions (soins, prévention, P.M.I., action sociale, politique de la famille, personnes âgées, etc.).

Un premier échange de vue sur le renouvellement des conseils d'administration des S.S.M., qui devrait normalement avoir lieu en novembre 1979, termina cette session intensive de 3 jours.

VACANCES A L'HOTEL, EN MAISONS FAMILIALES ET EN GITES

Réservées aux Allocataires du Régime Minier

L'Union Régionale de Sociétés de Secours Minières du Nord informe ses allocataires qu'un nouvel accord a été passé avec l'Organisation Centrale des Camps et Activités de Jeunesse et du Tourisme Populaire en vue de la réservation à leur profit de 172 places réparties dans les établissements suivants :

- A) Hôtel :
 - Ajaccio (Corse)
- B) Maisons familiales de vacances :
 - Chamerolles (Loiret)
 - Saint-Aygulf (Var)

C) Gites de vacances :

— Autrans (Isère)	Altitude 1 050 m
— Super Devoluy (Hautes-Alpes)	Altitude 1 500 m
— Pelvoux (Hautes-Alpes)	Altitude 1 250 m
— Tence (Haute-Loire)	Altitude 865 m
— Chalmazel (Loire)	Altitude 1 050 m
— Lanau (Cantal)	Altitude 700 m
— Parent (Puy-de-Dôme)	Altitude 500 m
— Bramans (Savoie)	Altitude 1 200 m

Les séjours dans ces établissements se dérouleront du 1^{er} juin au 8 septembre 1979 et pourront être d'une durée de 2, 3 ou 4 semaines.

Des renseignements complémentaires sur les conditions d'admission ainsi que le montant de la participation des familles peuvent être obtenus dès à présent auprès des sections locales « Prestations Familiales » fonctionnant auprès des Sociétés de Secours Minières.

REGLEMENT D'ATTRIBUTION D'UNE AIDE...

Aux pensionnés partant en Vacances en Famille

LES BÉNÉFICIAIRES

S'agissant du Fonds Social d'une Caisse de Retraites d'Ouvriers, les bénéficiaires de l'aide C.A.R.C.O.M. sont exclusivement les pensionnés ouvriers :

- allocataires C.A.R.C.O.M. ;
- retraités C.A.N. de moins de 60 ans (avec ou sans raccordement) ;
- retraités anticipés, invalides généraux, retraités au titre de l'article 89 ;

ainsi que les ayants-droit (veuves) dont les droits à allocation de reversion C.A.R.C.O.M. ne sont pas encore ouverts.

Il y a lieu d'exclure du bénéfice de l'aide C.A.R.C.O.M. tous les agents :

- ayant moins de 15 ans de services ;
- ou ayant terminé leur carrière comme E.T.A.M. quelle que soit la durée de leurs services ouvriers (ces agents ne relevant pas de la C.A.R.C.O.M. mais de l'I.R.C.O.M.M.E.C. ou de la C.A.P.I.M.M.E.C.).

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

1) Dans la limite d'un crédit fixé pour 1979 à 11 000 F, la Commission Régionale examinera les dossiers des familles comportant des handicapés (enfants ou parents) ne pouvant participer à des séjours de vacances collectives ;

2) Pour bénéficier de l'aide aux vacances, les familles devront justifier d'un séjour minimum de 2 semaines.

Il y a donc lieu de demander lors de la constitution du dossier :

- une attestation de séjour,
- une attestation indiquant la nature du handicap,
- une attestation sur l'honneur certifiant que la famille n'a pas bénéficié en 1979 d'un séjour de vacances collectives organisé :
 - par le Comité d'Entreprise des H.B.N.P.C. dans les Centres de Congés de LA NAPOULE, BERCK et V.V.F. ;
 - par l'UNION REGIONALE des Sociétés de Secours Minières du Nord, dans les Centres de Vacances de WIMEREUX, MENTON, O.C.C.A.J., V.V.F., CORSE, TUNISIE, etc. ;
 - par d'autres organismes.

MONTANT DE L'AIDE AUX VACANCES

La participation C.A.R.C.O.M. accordée aux familles comportant un parent handicapé est analogue à celle versée forfaitairement pour les séjours à LA NAPOULE et BERCK, soit :

- 242 F pour un ménage ;
- 180 F pour une veuve ;
- 100 F pour un veuf ou un célibataire.

Pour les familles ayant un enfant handicapé, l'aide est identique à celle qui est versée par le Comité d'Entreprise pour les enfants d'actifs handicapés.

Pour permettre le paiement de cette aide aux vacances par les services de la C.A.R.C.O.M. au cours de l'année 1979, la date limite de réception des demandes est fixée au 15 novembre 1979.

A LA MÉMOIRE DE NOTRE CAMARADE Jean VASSEUR

C'est avec stupeur et beaucoup d'émotion qu'en ce début d'après-midi du 8 février, nous avons appris la mort, à 53 ans, de notre camarade Jean Vasseur...

La vie de Jean fut courte, mais elle fut d'une intensité militante extraordinaire... Ce fut une vie bien remplie, au service des autres.

Fils de travailleur, Jean entra à la J.O.C. à 16 ans. Toute sa vie sera dès cet instant, en référence constante avec l'affirmation jociste : « un travailleur vaut plus que tout l'or du monde... »

Syndiqué à la C.F.T.C. en 1944, il ne se contenta pas d'être un simple adhérent. Rapidement, il accepta des responsabilités syndicales et devint un délégué très actif, au service des travailleurs des mines et de leur famille, multipliant jour après jour les démarches en leur faveur.

En 1964, au lendemain de la malheureuse scission, Jean, fidèle à la démocratie et à ses convictions qui l'animaient, prit une part active, avec la petite équipe des débuts difficiles, à l'implantation de la C.F.D.T. dans les mines, au plan régional et au plan national.

En 1965, il devient secrétaire permanent et accepte, dans la répartition des multiples tâches, la charge de trésorier de la Fédération Nationale des Mineurs C.F.D.T. qui démarre, et celle de l'organisation des structures fédérales et régionales.

Il ne ménage alors aucun effort, multipliant les contacts, les déplacements, les visites, pour implanter la C.F.D.T. dans les mines, avec conviction et foi dans l'avenir, sacrifiant bien souvent sa vie familiale et ses quelques moments de loisir...

En 1968, quand l'activité chimique des Houillères est transférée, Jean réintègre la Société Chimique des Charbonnages qui vient d'être créée, comme simple employé. La direction d'alors ne fera pas de cadeau à celui qui avait été un permanent agissant et exigeant...

Son désir d'être toujours plus au service des autres avait amené Jean à prendre aussi dès 1950, des responsabilités municipales, en tant que conseiller, puis comme adjoint au maire de Bully-les-Mines. Ici comme au syndicat, son action en faveur des plus défavorisés : veuves, orphelins, handicapés, invalides, laissés pour compte, etc. fut très importante. Combien de gens humbles lui doivent d'avoir débloqué un dossier souvent compliqué, ou d'avoir été sortis d'une situation précaire ou critique !...

« Ce que les gens de Bully retiendront c'est qu'ils n'ont jamais été déçus toutes les fois qu'ils ont frappé à ta porte... Tu semblais toujours disponible... » déclarait un militant le jour des funérailles en s'adressant à Jean...

Une foule très importante, syndicalistes, élus municipaux, parlementaires, hommes, femmes et jeunes, militants ou non, vinrent rendre un dernier hommage à Jean le lundi 12 février à Bully. La présence de beaucoup était un acte de reconnaissance exprimé à Jean, et à Marguerite son épouse, ainsi qu'à ses enfants...

Jean était un passionné de l'unité. Les camarades des différentes organisations syndicales savent tout ce qu'il a fait pour que l'unité syndicale ne reste pas que des mots, notamment face aux graves problèmes d'emplois qui se posent depuis des mois... Jean attachait

aussi une grande importance à l'information des travailleurs, une information claire et objective dans un monde intoxiqué et conditionné...

En conclusion, nous ne pouvons mieux faire que de citer ici quelques paroles prononcées, au nom de l'Action Catholique Ouvrière du Secteur, par un militant, lors de l'office religieux. Ces paroles résument bien ce que fut la vie de notre regretté camarade Jean...

« Ta vie a été courte, trop courte, alors que tous tes efforts de militant ouvrier furent déployés pour que les Hommes vivent, et vivent pleinement... »

Tu as réproché l'attitude de ceux qui auraient voulu que les gens se taisent, subissent, parce que leur profil était à ce prix... Mais en retour ils ne t'ont pas fait de cadeaux...

Tu as partagé les efforts d'une organisation ouvrière, pour que dans ton entreprise chacun soit considéré ; tu estimais que c'était cela la vraie paix...

Tu as été attentif à tous dans ta commune...

Tu as apporté un soutien inoubliable à la Section des Retraités de ton syndicat...

Jean, à cause de tout cet amour, de ta vie, à cause de ce don de toi-même, pour beaucoup d'entre nous, pour Marguerite, pour ta famille, tu es vivant au milieu de nous... Un jour nous nous en rendrons compte... Un jour nous nous retrouverons grâce à Jésus-Christ...

Jean, tu es vivant au milieu de nous... un vivant qui nous appelle à poursuivre son combat...

Ce combat de l'AMOUR... Un vivant qui nous rappelle le secret de sa vie : Aimer c'est surtout lutter... et lutter c'est aimer...

Au nom de la Fédération Nationale des Mineurs C.F.D.T., au nom de tous ses syndicats, de tous ses militants, de tous ceux qui l'ont bien connu, de tous ceux qui l'ont moins connu, de tous ceux qui, nombreux, ont entendu parler de lui, nous présentons à Marguerite Vasseur et à ses enfants, nos fraternelles condoléances et notre profonde sympathie...

A toi Cher Jean, nous disons MERCI... et au revoir...

Jean PRUVOST,

La Fédération des Mineurs partie prenante dans les négociations engagées avec le gouvernement sur l'avenir de la Sidérurgie.

(suite de la première page)

LE MINERAI DE FER DANS LA SIDÉRURGIE

Les premières attaques portées à la sidérurgie l'ont été de façon indirecte lorsqu'en 1962, il a été déclaré que le minerai de fer français n'était plus rentable face à la concurrence des minerais riches d'outre-mer.

Le minerai lorrain qui approvisionnait aussi bien l'Est que le Nord voit ses débouchés s'amenuiser, tant en FRANCE qu'à l'exportation.

Parallèlement on assiste à un ripage des productions des bassins traditionnels vers les sites côtiers (Dunkerque, Solmer).

En Lorraine, les conséquences en sont dramatiques pour les travailleurs des mines de fer :

- 21 000 mineurs produisaient 62 MT en 1960.
- 6 100 mineurs produisaient 30 MT en 1978 (51 MT en 1974).

La productivité passait de 12,33 T en 1960 à 36,09 en 1974 (production homme posté : Fond + Jour).

Cette restructuration n'est pas terminée puisqu'il est encore prévu de supprimer plus de 1 000 emplois en 1979.

Elle découle d'un manque de volonté de valoriser le minerai lorrain par la non-application de procédés techniques d'enrichissement du minerai.

LA POLITIQUE ACTUELLE

L'I.R.S.I.D. avait été chargé d'élaborer et de tenir à jour un fichier d'évaluation des gisements et de leur exploitation. Cette mission lui a été retirée et cela laisse toute latitude aux Sociétés sidérurgiques pour exploiter les gisements dans une perspective de profit à court terme :

- Ecrémage du bassin par l'exploitation des couches les plus riches, condamnant à tout jamais les possibilités d'extraction des minerais jugés les moins rentables, donc abandon de richesses nationales.
- Absence de coordination dans l'exploitation des puits. Chaque société jalouse de ses prérogatives, conserve ses concessions sans chercher à les valoriser dans une politique régionale.
- L'importation croissante de minerai siliceux Suédois, aura pour conséquence de stériliser à terme une partie importante du minerai siliceux lorrain. Déjà, à l'heure actuelle, les réserves de minerai calcaire (permettant un mélange auto-fondant dans les Hauts-Fourneaux) sont insuffisantes pour assurer l'exploitation de tout le minerai siliceux.

Il faut noter que c'est le mélange de ces deux minerais qui permet d'avoir en Lorraine une fonte dont le prix de revient est compétitif, malgré sa faible teneur en fer.

- L'abandon de l'exploitation du foudroyage par défilage par certaines sociétés pour s'orienter vers l'exploitation par chambres, aboutit aussi à abandonner certaines couches de minerai et provoque pour de longues années de mouvements de terrain en surface, détruisant des sites, car des cavités souterraines subsistent (servitudes non aedificandi).

LES CONSÉQUENCES POUR L'AVENIR

- Raccourcissement de la durée de vie du bassin ferrifère condamnant l'activité sidérurgie lorraine à terme.
- **Dépendance accrue :**
 - les livraisons de minerai suédois à des prix de dumping, ne dureront pas et dans le cas d'un retournement de la conjoncture, nos prix de revient s'en ressentiront fortement, et dans l'hypothèse d'un retour au minerai lorrain pour approvisionner les hauts-fourneaux ;
 - il y a un risque de sous-capacité en fonte nécessaire pour alimenter les aciéries.
- Le minerai de fer n'a pas de produit de substitution et dans le futur nous risquons d'être confrontés à une cartellisation des pays détenteurs de gisements qui auront également tendance à vouloir exploiter eux-mêmes leurs richesses naturelles.
- L'exploitation du minerai de fer français représentait en 1974 une économie de devises 1 639 000 000 de francs (compte tenu des exportations et de la consommation interne), la politique suivie réduira cette économie de devises.
- Fermeture définitive de certains puits.

Autre politique

- Politique cohérente d'exploitation des réserves avec un contrôle des connaissances des réserves et des possibilités d'utilisation des Mines de fer de l'Ouest.

LE COKE ET LE CHARBON A COKE DANS LA SIDÉRURGIE QUELQUES CHIFFRES

Achat de charbon à coke en	1977	1978
France	7,617 M.T.	7,019 M.T.
provenant des Charbonnages	1,383 M.T.	1,159 M.T.
provenant de l'importation	6,230 M.T.	5,860 M.T.

Approvisionnement en coke de hauts fourneaux par la sidérurgie ensemble	1977	1978
acheté auprès des Houillères	2,128 M.T.	1,886 M.T.
acheté à l'importation	2,046 M.T.	1,634 M.T.
fabriqué par la sidérurgie	5,895 M.T.	5,200 M.T.

PRIX DE VENTE DU COKE

	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre provisoire
Prix de référence Dunkerque (2 % d'eau, 10,5 % de cendres)	429,96	428,95	394,88	385,81
Prix moyen de facturation HBNPC (Nord et Pas-de-Calais) (2 % d'eau, 10,5 % de cendres)	429,78	426,56	389,09	382,90
Prix de facturation HBL (Lorraine) (3 % d'eau, 10 % de cendres)	441,95	442,48	406,87	398,84
Prix HBL rendu Longwy	462,79	465,40	429,79	421,76
Prix Rhur (Allemagne) rendu Longwy (ramené aux caractéristiques HBL)	499,69	507,69	488,80	489,89
Taux du \$ fourni par ATIC	4,83477	4,64350	4,44168	4,31629

Il faut noter que malgré un coût moins élevé du coke français, la sidérurgie n'a pas honoré les contrats avec les Houillères.

AVENIR DES COKERIES

PRÉVISIONS CHARBONNAGES

1- COKERIES SIDÉRURGiques	en 1977		Changements prévus	en 1985	
	Total	H.F.		Total	H.F.
Usinor Dunkerque	2 100	1 830	néant	2 100	1 830
Usinor Louches	545	475	arrêt 1 ^{er} juillet 1979	0	0
Sollac	665	600	extension en 1983	1 000	900
Homécourt	520	470	arrêt en 1983	0	0
Hagondage	390	350	arrêt en 1979	0	0
Neuves Maisons	235	200	reconstruction en 1985	230	200
Pont à Mousson	330	265	reconstruction en 80/82	350	320
Total	4 780	4 210		3 680	3 250
2 - COKERIES HOUILLÈRES					
H.B.N.P.C.	2 050	1 850	(arrêt Vendin 77/78 (" Mazingarbe 79/80	900	810
H.B.L.	2 100	1 880	Reconstruction de Marienau en 1983/84	** 2 100	** 1 880
Total	4 150	3 730		3 000	2 690
ENSEMBLE	8 930	7 940		6 680	5 940

PRODUIRE POUR PRÉSERVER L'AVENIR

Les quelques chiffres ci-dessus font apparaître le lien étroit qui existe entre la sidérurgie et les mines. C'est à partir de ce constat que les Fédérations de la Métallurgie et des Mines C.F.D.T. ont décidé de coordonner leur action. Aux suppressions d'emplois prévues dans la sidérurgie, des milliers d'autres seraient supprimés dans les mines qui ont un écoulement important vers la Sidérurgie. L'écoulement vers la Sidérurgie est fondamental pour nos charbonnages.

RÉUNION AU MINISTÈRE DU TRAVAIL

Cette réunion a permis de faire, du moins officiellement, le point de la situation. La CFDT a demandé :

- 1^o) La suspension de toutes les décisions de licenciement.
- 2^o) La négociation du plan industriel de la sidérurgie avec ses répercussions sur les mines de fer et de charbon.

Aucune décision concrète ayant des répercussions immédiates sur l'avenir des travailleurs n'est sortie de cette rencontre. Par contre, l'action des travailleurs a obligé le gouvernement à poser le problème dans toute son ampleur, et non seulement sous l'aspect du seul rétablissement financier des sociétés sidérurgiques.

C'est ainsi qu'a pu être abordé le problème de la durée du travail, retraites, avenir des régions, avenir de la sidérurgie lourde, fine et aciers spéciaux et également pour la première fois le problème de l'avenir des mines et des mineurs.

RENCONTRE AVEC M. GIRAUD AU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

Au cours de cette réunion, M. Giraud a confirmé que le plan gouvernemental de restructuration de la sidérurgie avait bien pour fondement le rétablissement financier des sociétés sidérurgiques. Le désaccord avec la CFDT est donc total tant sur la politique poursuivie que sur ses objectifs.

Sur le plan social, cette réunion a permis de confirmer ou de préciser un certain nombre d'acquis.

Sur la poursuite des négociations, les engagements suivants ont été pris :

- des négociations sur le plan industriel devraient s'ouvrir avec les PDG de Sacilor et Usinor ;
- un groupe de travail sur l'avenir des mines de fer sera constitué ;

* part « Sidérurgie » compte tenu des engagements « autres clientèles ».

** si Marienau n'était pas reconstruite, ces tonnages tomberaient à 930 et 840. Dans l'hypothèse de non-reconstruction de Marienau cela fait 3,040 millions de tonnes de capacité au total en moins.

- un groupe de travail traitera de la carbonisation ;
- parallèlement des négociations avec le Ministre du Travail devraient permettre de préciser le rôle et la composition des comités de bassin ;
- ensuite nouvelle réunion avec M. Giraud (plan industriel toujours) et enfin avec M. Boulin pour négocier l'ensemble.

POUR SUIVRE L'ACTION POUR INFLÉCHIR LES ORIENTATIONS DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT

Il apparaît clairement que c'est le développement de l'action dans nos Puits, Ateliers et Services qui obligera les patrons et le gouvernement à négocier. Cette action doit porter SUR LA PRODUCTION et cela non d'une manière ponctuelle (type grève de 24 heures sans lendemain) pour soutenir des revendications claires pour aboutir à la satisfaction des revendications des travailleurs NOTAMMENT :

- 1^o) sur le maintien, le développement et l'écoulement du charbon, du coke et du minerai de fer, permettant :
 - a) le maintien des emplois dans les mines ;
 - b) assurant une part plus importante en matières premières françaises.

2^o) la réduction du temps de travail par la suppression des samedis encore travaillés et la restitution des 4 jours de congés neutralisés.

3^o) la réduction des inégalités dans le domaine des avantages en nature.

4^o) La garantie des retraites et avantages acquis des mineurs.

Le Conseil National des Mineurs CFDT, réunit le 28 février et le 1^{er} mars, appelle tous ses syndicats à poursuivre dans l'unité l'information des travailleurs.

La poursuite et le développement de l'action locale régionale, débouchant sur l'action unie et efficace de l'ensemble des Mineurs.

MINEURS DE LA POTASSE

ICIRS - INFORMATIONS

Aides et Secours accordés par le Fonds Social de l'ICIRS

Nous rappelons ci-dessous que l'ICIRS, Caisse de Retraite Complémentaire pour les actifs, retraités, veuves et invalides des M.D.P.A., définit toutes les années les règles et critères concernant les attributions sur le Fonds Social qui sont :

- les aides pour ressources insuffisantes,
- les aides pour enfants à charge,
- les aides aux orphelins,
- l'aide pour le chauffage,
- les aides exceptionnelles.

Nous donnons ci-dessous les différentes règles et barème pour ces aides (qui sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1979).

Aides pour Ressources Insuffisantes

Ressources nettes mensuelles		Aides accordées	
pour 1 personne	pour 2 personnes	par trimestre	soit par an
Inférieur à 660 F	Inférieur à 990 F	1100 F	4400 F
661 à 740 F	991 à 1110 F	1000 F	4000 F
741 à 820 F	1111 à 1230 F	900 F	3600 F
821 à 900 F	1231 à 1350 F	800 F	3200 F
901 à 980 F	1351 à 1470 F	700 F	2800 F
981 à 1060 F	1471 à 1540 F	600 F	2400 F
1061 à 1140 F	1541 à 1710 F	500 F	2000 F

P.S. Pour les ressources nettes il faut comprendre total des ressources :

- moins le loyer pour les locataires ;
- moins les charges et impôts fonciers pour les propriétaires.

Aides pour Enfants à Charge

Cette aide est accordée aux allocataires et aux cotisants en arrêt de travail prolongé ne percevant plus de salaire. Elle peut être attribuée pour une année ou une durée plus limitée (deux trimestres par exemple).

Définitions :

Ressources nettes : retraite, indemnités journalières ou pension d'invalidité + allocations familiales + allocations logement — loyer.

Nombre de parts : 2 parts pour un ménage, une veuve, un veuf, un (ou une) divorcé (e), 1 part par enfant mineur (moins de 18 ans) à charge ; 1 part par enfant majeur (plus de 18 ans) à charge, poursuivant des études ou invalide.

Quotient Familial

Inf. à 460 F

Aides accordées trimestriellement

500 F + 125 F p. enfant âgé de moins de 6 ans + 190 F p. enfant âgé de 6 à 16 ans + 250 F p. enfant âgé de plus de 16 ans (retenu pour la détermination du nombre de parts).

Compris entre

460 et 540 F

500 F + 60 F p. enfant âgé de moins de 6 ans + 120 F p. enfant âgé de 6 à 16 ans + 180 F p. enfant âgé de plus de 16 ans (retenu pour la détermination du nombre de parts).

Bourses d'études supérieures

Barème applicable à partir d'octobre 1978

Des bourses peuvent être accordées aux retraités et aux cotisants dont les enfants poursuivent des études supérieures (après le baccalauréat ou niveau baccalauréat), lorsque le quotient familial déterminé dans les conditions prévues par le barème (enfants à charge) ne dépasse pas 800 F.

Montant :

Selon le montant des dépenses de scolarité à la charge des parents, et compte tenu des bourses d'Etat ou autres aides dont bénéficient les enfants :

aide de 600 - 800 ou 1 000 F par trimestre payable au cours des 4^{es}, 1^{re} et 2^{es} trimestres.

Les demandes doivent être formulées au début de l'année scolaire ou universitaire et doivent comporter les justifications nécessaires.

Nota : l'étudiant tenu de résider hors du foyer est considéré, pour la détermination du quotient familial, comme vivant au foyer.

Aides aux Orphelins

Barème applicable à compter du 1^{er} janvier 1979

Les orphelins de père et de mère bénéficiant d'une allocation de réversion ont droit à une aide trimestrielle de :

- 600 F pour les orphelins âgés de moins de 6 ans,
- 950 F s'ils sont âgés de 6 à 16 ans,
- 1 300 F s'ils sont âgés de 16 à 20 ans ou plus de 20 ans s'ils continuent à percevoir l'allocation de réversion à titre d'infirme ou d'incapable.

Nota : Cette aide est attribuée systématiquement par les Services du Siège. Une enquête sociale n'est effectuée que pour les orphelins âgés de plus de 16 ans.

Aide pour Chauffage

Barème applicable à l'octobre 1978 à juin 1979

Attribution forfaitaire annuelle maximum accordée à des retraités :

900 F si les ressources mensuelles nettes sont inférieures à :

- 1 100 F pour 1 personne,
- 1 300 F pour 2 personnes,
- 700 F si les ressources sont comprises entre :
 - 1 100 F et 1 300 F pour 1 personne,
 - 1 300 F et 1 500 F pour 2 personnes.

Le Conseil d'Administration demande aux membres du Comité et des Bureaux Paritaires de tenir compte de l'application éventuelle d'autres barèmes, pour limiter le montant de l'aide « chauffage ».

Aides exceptionnelles

Application à compter du 1^{er} janvier 1979

Nature	Montant maximum	Observations
Frais médicaux et pharmaceutiques	1 000 F pour 1 personne 1 500 F pour 2 pers. au foyer.	Les prestations supplémentaires de la Sécurité Sociale doivent être demandées le cas échéant.
Frais chirurgicaux	1 500 F	Pouvant être réduit
Cures thermales	forfait 600 F	Si non couverts par un capital
Frais d'obsèques	2 000 F	Pouvant être renouvelés
Attente de liquidation	800 F par mois	Si pas d'Association d'Aide Ménagère
Aide pour tiers personne	400 F par mois	Pouvant être renouvelés
Hébergement dans une Maison Retraite	300 F	A la rentrée des classes suivant ressources du foyer
Frais de scolarité	300 F p. entt. d'âge scolaire	Production du reçu
Assurance volontaire	prise en charge	Selon ressources
Déménagement	2 000 F	
Divers	2 000 F	

D'autre part, nous vous informons que la nouvelle valeur du point de retraite UNIRS vient d'être portée à compter du 1^{er} janvier 1979 à 0,974 F par an soit 0,2435 F par trimestre.

Attention : pour tous renseignements nous vous demandons de vous adresser à nos permanences, ou au siège de la C.F.D.T. au 13, Porte du Miroir à Mulhouse, tél. 45.22.28.

Ou vous adresser directement à notre Administrateur C.F.D.T. à l'ICIRS, Simon Roger, 47, rue Brossolette à Mulhouse, tél. 52.40.67.

INFORMATIONS - I.C.I.R.S.

Dans la séance du 21-2-79 le conseil d'administration de l'ICIRS a réintroduit la prime de 600 F pour les noces d'or et les centenaires et celle de 750 F pour les noces de diamant à tous les bénéficiaires du régime de retraite complémentaire avec effet rétroactif pour la période de suspension de deux ans.

SIMON R.

Administrateur C.F.D.T. à l'ICIRS

ARDOISIÈRES

Avenant n° 1 au protocole relatif au régime de raccordement des ouvriers des Mines Métalliques et diverses

Entre les soussignés (ées)

1^{re}) L'union des régimes de retraites et de prestations en cas d'invalidité et de maladie des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes — « U.R.R. P.I.M.M.E.C. » — dont le siège social est à Paris (16^e), 121, avenue de Malakoff,

d'une part ;

2^{de}) La fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux substituée en droit et obligation à la date du 12 juillet 1978 à la fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts, dont le siège social est à Paris (8^e), 30, av. de Messine, d'autre part.

Il a été convenu et arrêté les dispositions suivantes :
Le Règlement du Régime de Raccordement des Ouvriers des Mines Métalliques et Diverses est modifié comme suit :

1^{re}) Article 3

Les bénéficiaires de l'allocation de Raccordement sont les Agents de 50 ans au moins

— qui justifient de 5 ans au moins de services ouvriers dans des entreprises relevant de la Fédération dénommée ci-dessus et qui, au moment de leur cessation d'activité dans l'une de ces entreprises, peuvent prétendre à une pension de retraite immédiate de la C.A.N. S.S.M. en application des dispositions visées aux articles 147 et 148 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la Sécurité Sociale Minière, ou en vertu de l'article 89 de la loi de finances du 23 décembre 1960, ou

— qui peuvent prétendre à une pension de retraite de la C.A.N.S.S.M. à la suite d'une incapacité de travail survenue lors de leur activité dans une entreprise relevant de la Fédération, et ayant donné lieu à indemnisation du régime de base (indemnités journalières — pension d'invalidité).

2^{de}) Article 4

L'allocation de Raccordement est égale à tout moment au montant de l'allocation de retraite calculée selon les règles de l'U.N.I.R.S., pour une liquidation à l'âge de 60 ans sur la base du taux contractuel de cotisation de 4 % et des points de retraite acquis en qualité d'ouvrier dans les entreprises minières énumérées à l'article premier du Règlement à la date de prise d'effet de la dite allocation.

3^{de}) Article 5

L'allocation de Raccordement prend effet à la date d'attribution de la pension de retraite de la C.A.N.S.S.M. et cesse d'être servie à compter de la date d'ouverture du droit à l'allocation de retraite de l'U.N.I.R.S.

4^{de}) Article 6

Le paiement de l'allocation est effectué trimestriellement à terme échu. Il est versé un prorata d'arrérages au décès.

Le service de l'allocation est suspendu en cas de reprise d'activité salariée assurant au bénéficiaire un salaire mensuel supérieur à 173 fois la valeur horaire du S.M.I.C.

5^{de}) Article 6 bis

Une allocation de réversion est versée aux veuves des bénéficiaires de l'allocation de Raccordement, qui ne remplissent pas les conditions exigées pour l'attribution de l'allocation de veuve du Régime de l'U.N.I.R.S.

Le montant de cette allocation est égal à tout moment au montant de l'allocation de veuve calculée selon les règles de l'U.N.I.R.S., à partir des points de retraite ayant servi de base au calcul de l'allocation de Raccordement du mari décédé.

L'allocation de réversion est servie à compter du lendemain du décès. Elle est supprimée en cas de remariage. Elle prend fin en tout état de cause, à la date à laquelle la veuve peut prétendre à l'allocation du Régime de l'U.N.I.R.S.

Son paiement est effectué trimestriellement, à terme échu. Il n'est versé aucun prorata d'arrérages au décès.

6^{de}) Article 10 bis

En ce qui concerne les Agents visés au 2^{de} alinéa de l'article 3 ci-dessus, le Régime s'appliquera pour autant que la pension de retraite de la C.A.N.S.S.M. ait été attribuée au plus tôt au 1^{er} janvier 1975.

La date de prise d'effet des présentes dispositions est fixée au 1^{er} janvier 1978.

Fait à Paris, le 21 novembre 1978.

Pour la Fédération des Chambres Syndicales des Minerais et des Métaux non Ferreux :

J.-Y. EICHENBERGER
Pour l'U.R.R.P.I.M.M.E.C. :
J. BLANCHARD

INDEMNITÉS DE RACCORDEMENT

En fin d'année 1978 entre l'URPIMMEC et la Fédération des Chambres Syndicales des Minerais et des Métaux non ferreux, était signé un avenant au protocole relatif au régime de raccordement des ouvriers de ces différentes mines.

Les ouvriers ardoisiers sont donc concernés. Cet avenant améliore les conditions d'attribution pour les ouvriers invalides et permet la réversion de l'allocation de raccordement en cas de décès à la veuve du bénéficiaire.

« LE JOURNAL DU MINEUR »

Organe Mensuel

de la Fédération Nationale des Mineurs
C.F.D.T.

Secrétariat administratif :
59500 DOUAI — Tél. 88.61.86
38, rue des Ferronniers

ABONNEMENTS

1 an 15,00 F
Soutien 30,00 F
Propagande 80,00 F

Le numéro : 1,80 F

C.C.P. : LILLE 3.773.92

Gérant : Jean FRUVOST

Inscrit à la Commission paritaire
sous le numéro 511073

IMPRIMERIE DU MERCURE S.A. - 49500 SEGRÉ

LES RETRAITÉS SONT CONCERNÉS PAR LES RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS

Le Conseil National des Retraités Mineurs C.F.D.T. s'est réuni à Paris les 26 et 27 février, regroupant les retraités de toutes les substances minières.

Ils ont analysé la situation de chaque secteur et les problèmes économiques actuels à travers l'actualité ouvrière et retraités :

— **sur le plan de l'emploi**, le Conseil national ne peut que constater les conséquences catastrophiques produites par une déflation continue des effectifs mineurs de toutes substances sur la situation de la CAN.

En 1931, il y avait 383 879 cotisants pour 110 039 retraités en 1970, il y avait 164 648 cotisants pour 391 675 retraités en 1977, il y avait 113 173 cotisants pour 420 817 retraités.

Et, si les plans des Charbonnages de France, des exploitants miniers et du Gouvernement sont appliqués avec les mesures prévues dans les Charbonnages du Nord-Pas-de-Calais et du Centre-Midi dans les mines de fer et les Ardoisières, nous arriverons vers 1985 à un rapport de 1 cotisant pour plus de 9 retraités CAN qui ne manquerait pas d'influencer l'avenir du régime de retraite minière (âge et montant de la retraite) ainsi que la Sécurité Sociale Minière.

Alors que la situation de l'emploi se dégrade de plus en plus dans tous les secteurs de l'industrie, le fait d'importer du charbon, du fer, des ardoises, etc., étrangers au lieu de chercher à utiliser au maximum nos ressources nationales, rencontre chez les retraités et la Fédération des Mineurs C.F.D.T. une opposition vigoureuse à ce scandaleux sabotage économique.

C'est pour ces raisons que les retraités mineurs C.F.D.T. de tous les secteurs ont participé avec leurs syndicats locaux ou régionaux à toutes les manifestations organisées pour la défense de l'emploi et, particulièrement, pour la défense du bassin sidérurgique et des mines de fer à Metz le 12 janvier, le 16 février dans le N.P.C. contre la récession des Charbonnages et de la Sidérurgie, le 20 février à Saint-Etienne contre la fermeture anticipée du bassin de Loire en juin 80 et la récession des entreprises métallurgiques de la région; d'autre part, ils appuient la protestation des Ardoisiers de l'Ouest contre les importations d'ardoises espagnoles. Le Conseil national appelle d'ailleurs les retraités à se retrouver en plus nombreux à la défense de l'emploi.

— **Sur le plan des ressources** : les retraités mineurs de toutes substances constatent une certaine dégradation de l'évolution des retraites. En effet, si les retraites CAN indexées sur le Régime Général ont augmenté de 12,96 % en 1978, le point UNIRS a augmenté de 10,2 % et celui de l'AGIRC de 9,2 % alors que le coût de la vie a augmenté de 11,5 % selon l'indice C.F.D.T. (INSEE 9,7 %) justifiant ainsi l'action de nos camarades du Nord-Pas-de-Calais auprès des députés de certaines circonscriptions en leur demandant d'appuyer la revendication d'une prime uniforme de 150 F aux retraités.

Le Conseil national des retraités s'élève avec force contre le projet Simone Veil d'appliquer des retenues supplémentaires sur les retraites vieillesse et complémentaire soit-disant pour combler le déficit de la Sécurité Sociale faisant d'ailleurs remarquer qu'une retenue de 4,1 % est déjà appliquée à la base sur toutes les prestations retraite de la CAN.

bassin de la loire

Hommes du XX^e siècle... Tous concernés...

Au hasard d'une écoute radiophonique, j'ai entendu l'autre soir l'historien Alain Decaux (nouvel académicien) déclarer qu'à son avis le vingtième était dans l'histoire de l'homme, que l'on situe dans le temps à quatre millions d'années, la période où le progrès a été le plus sensible, et de citer l'exemple de son père qui a vu rouler la première automobile, entendu la première émission de radio, vu naître la télévision et voler les premiers cosmonautes. Tout cela dans la vie d'un seul homme, et Alain Decaux faisait la comparaison entre Jules César et Napoléon qui vécurent à plusieurs siècles d'intervalle et qui avaient le même moyen de transport : le cheval et dont les contemporains se chauffaient de la même façon : au bois.

Je m'excuse de ce long préambule, mais il faut reconnaître que tout cela est vrai, que l'intelligence de l'homme a permis un progrès énorme dans tous les domaines; mais ce qui n'a pas été dit, ce n'était pas le propos de ce soir-là, c'est les progrès sociaux du vingtième siècle et ceux-là ne doivent rien aux maîtres du monde, aux puissants, aux cervaux avides d'invention; ces progrès nous les devons à la volonté des travailleurs de faire évoluer leur monde à eux, leur volonté de secouer le joug imposé par le capitalisme qui certes finançait le progrès mais à son seul profit.

Que de luttes parfois sanglantes furent nécessaires pour arriver où nous en sommes et que de chemin encore à faire pour donner à l'homme sa vraie place. Car au milieu de ce monde évolué et toujours en mouvement il faut que le progrès serve au bonheur de l'humanité toute entière.

Or que voyons-nous aujourd'hui? Une crise économique peut-être sans précédent mais que l'on veut faire supporter aux seuls travailleurs, pour pouvoir produire plus à un moindre coût; il faut supprimer des emplois, c'est possible puisque les outils plus modernes peuvent aller plus vite. C'est en gros le vrai problème de notre époque. Nos patrons ne veulent rien perdre et leurs ouvriers trinquent.

— **sur les avantages en nature** : après avoir regretté le retard apporté par les Ministères de Tutelle à la proposition d'augmentation de l'indemnité de logement à dater du 1^{er} juillet 1978, décision obtenue en février 1979, avec la Fédération Nationale, les retraités réclament l'uniformisation des avantages en nature entre les différentes substances, les diverses catégories du personnel en activité ou retraité.

— **sur des problèmes spécifiques** : diverses questions spécifiques à chaque bassin ont fait l'objet d'un très large débat et, en particulier :

— discussion, motion et interpellation concernant la taxe d'habitation ;

— restructuration, aménagement, rénovation des logements de retraités ;

— suppression d'avantages acquis particuliers ;

— mise en place de services soins à domicile ;

— bilan annuel de santé ;

— construction de maisons decure et de repos, de V 120 ;

— cumul de certaines retraites avec un emploi salarié ;

— **sur les retraites complémentaires** : le conseil national des retraités C.F.D.T. réclame l'application des dispositions « travailleurs manuels » concernant la suppression de l'abattement de 22 % dès maintenant au rattachement ; proteste contre le gel des indemnités de rattachement dans les mines de fer.

Les retraités C.F.D.T. avec les travailleurs en activité font confiance à la Fédération des Mineurs pour résoudre et pour faire avancer les revendications suivantes :

— revalorisation à 60 % du salaire moyen CDF des prestations retraite avant le nouveau système d'indexation ;

— prise en compte des années d'anticipation (art. 89 et retraite anticipée) par la CAN et retraite complémentaire ;

— paiement mensuel et par anticipation des pensions ;

— retraite proportionnelle à partir du 1^{er} trimestre d'activité « mineur » comme dans le R.G. ;

— reversion à 75 % pour les veuves, maintien de la majoration conjoint ;

— cumul pension de reversion avec retraite personnelle et maintien au régime SSM ;

— uniformisation des Avantages en Nature ou espèces entre ouvriers et ETAM, actifs et retraités, veuves et célibataires ;

— paiement intégral des rentes selon le % d'I.P.P. et cumul à 100 % des rentes AT-MP avec les pensions d'invalidité ;

— suppression des abattements sur toute retraite complémentaire « mineurs » et tant que « travailleurs manuels » ;

— amélioration du niveau des pensions UNIRS, si nécessaire pour un nouveau système de cotisation ;

— étalement des cumuls sur plusieurs années d'imposition ;

— suppression de la rente ophelin en tant que revenu pour les déclarations d'impôts ;

— maintien au régime SSM des ayants-droit handicapés ;

— développer la prévention par la mise en place des bilans de santé et séances de dépistage ;

— amélioration, réfection et modernisation des logements (W.C. et salle d'eau) dans les cités minières, avec l'accord des intéressés.

A cela que répondent les travailleurs :

— Diminution du temps de travail

— Retraite avancée à 60 ans.

Mesures permettant des créations d'emploi. Pour que la France vive, pour que la Loire vive. C'est cela que les travailleurs ont crié le 14 décembre, c'est cela qu'ils ont rappelé avec encore plus de force le 20 février lors de la marche sur St-Etienne.

Mais pourquoi parler de cela si longuement ?

Parce que tout est lié, parce que la situation de l'emploi est le facteur essentiel de nos retraites de demain.

Déjà, certains annoncent une diminution des retraites et pensions et nous invitent à faire une épargne personnelle pour nos vieux jours. Encore une nouvelle façon de gagner des millions !

Cela les retraités l'ont aussi bien compris, et c'est pourquoi ils étaient nombreux avec les camarades encore au travail lors de ces journées d'action. La Retraite n'est pas une mise à l'écart du monde ouvrier, elle est une étape mais dans la lutte de tous les jours, les retraités doivent tenir leur place.

Le combat des travailleurs de 1979, c'est le combat — pour vivre, pour mieux vivre — pour la liberté, pour la dignité de l'homme.

Pour cela, il faut être tous ensemble !

Je dis bien TOUS ensemble, c'est pour cette raison que je ferai un appel particulier à certains Retraités (ETAM) en particulier, qui malgré une Retraite confortable n'hésite pas à prendre l'emploi d'un jeune; cette situation, dans la période que nous vivons est inadmissible. **NON au cumul Bonne Retraite + Salaire.** A l'heure actuelle, n'oubliez pas les « Privilégiés » qu'un retraité qui travaille : c'est un chômeur en plus. Réfléchissez, promenez-vous, faites votre jardin et si vous m'avez compris, la situation dans la Loire grâce à vous deviendra meilleure. Les Sans Emploi vous en remercieront.

Le Mineur Retraité

LE
JOURNAL
DU
MINEUR

MARS 1979 — I.S.S.N. 0397-1485



RÉSULTATS DE LA TOMBOLA FÉDÉRALE

Les numéros suivants gagnent chacun un vélo :

9281 43944 51613 61406 65436 71870 116410 123382
147753 152083 192317 186519 210538 214965 229817

es autres numéros gagnants :

01247 01624 01950 02247 02624 02950 03247 03624
03950 04247 04624 04950 05247 05624 05950 06247
06624 06950 07247 07624 07950 08247 08624 08950
09247 09624 09950 10247 10624 10950 11247 11624
11950 12247 12624 12950 13247 13624 13950 14247
14624 14950 15247 15624 15950 16247 16624 16950
17247 17624 17950 18247 18624 18950 19247 19624
19950 20247 20624 20950 21247 21624 21950 22247
22624 22950 23247 23624 23950 24247 24624 24950
25247 25624 25950 26247 26624 26950 27247 27624
27950 28247 28624 28950 29247 29624 29950 30247
30624 30950 31247 31624 31950 32247 32624 32950
33247 33624 33950 34247 34624 34950 35247 35624
35950 36247 36624 36950 37247 37624 37950 38247
38624 38950 39247 39624 39950 40247 40624 40950
41247 41624 41950 42247 42624 42950 43247 43624
43950 44247 44624 44950 45247 45624 45950 46247
46624 46950 47247 47624 47950 48247 48624 48950
49247 49624 49950 50247 50624 50950 51247 51624
51950 52247 52624 52950 53247 53624 53950 54247
54624 54950 55247 55624 55950 56247 56624 56950
57247 57624 57950 58247 58624 58950 59247 59624
59950 60247 60624 60950 61247 61624 61950 62247
62624 62950 63247 63624 63950 64247 64624 64950
65247 65624 65950 66247 66624 66950 67247 67624
67950 68247 68624 68950 69247 69624 69950 70247
70624 70950 71247 71624 71950 72247 72624 72950
73247 73624 73950 74247 74624 74950 75247 75624
75950 76247 76624 76950 77247 77624 77950 78247
78624 78950 79247 79624 79950 80247 80624 80950
81247 81624 81950 82247 82624 82950 83247 83624
83950 84247 84624 84950 85247 85624 85950 86247
86624 86950 87247 87624 87950 88247 88624 88950
89247 89624 89950 90247 90624 90950 91247 91624
91950 92247 92624 92950 93247 93624 93950 94247
94624 94950 95247 95624 95950 96247 96624 96950
97247 97624 97950 98247 98624 98950 99247 99624
99950 100247 100624 100950 101247 101624 101950 102247
102624 102950 103247 103624 103950 104247 104624 104950
105247 105624 105950 106247 106624 106950 107247 107624
107950 108247 108624 108950 109247 109624 109950 110247
110624 110950 111247 111624 111950 112247 112624 112950
113247 113624 113950 114247 114624 114950 115247 115624
115950 116247 116624 116950 117247 117624 117950 118247
118624 118950 119247 119624 119950 120247 120624 120950
121247 121624 121950 122247 122624 122950 123247 123624
123950 124247 124624 124950 125247 125624 125950 126247
126624 126950 127247 127624 127950 128247 128624 128950
129247 129624 129950 130247 130624 130950 131247 131624
131950 132247 132624 132950 133247 133624 133950 134247
134624 134950 135247 135624 135950 136247 136624 136950
137247 137624 137950 138247 138624 138950 139247 139624
139950 140247 140624 140950 141247 141624 141950 142247
142624 142950 143247 143624 143950 144247 144624 144950
145247 145624 145950 146247 146624 146950 147247 147624
147950 148247 148624 148950 149247 149624 149950 150247
150624 150950 151247 151624 151950 152247 152624 152950
153247 153624 153950 154247 154624 154950 155247 155624
155950 156247 156624 156950 157247 157624 157950 158247
158624 158950 159247 159624 159950 160247 160624 160950
161247 161624 161950 162247 162624 162950 163247 163624
163950 164247 164624 164950 165247 165624 165950 166247
166624 166950 167247 167624 167950 168247 168624 168950
169247 169624 169950 170247 170624 170950 171247 171624
171950 172247 172624 172950 173247 173624 173950 174247
174624 174950 175247 175624 175950 176247 176624 176950
177247 177624 177950 178247 178624 178950 179247 179624
179950 180247 180624 180950 181247 181624 181950 182247
182624 182950 183247 183624 183950 184247 184624 184950
185247 185624 185950 186247 186624 186950 187247 187624
187950 188247 188624 188950 189247 189624 189950 190247
190624 190950 191247 191624 191950 192247 192624 192950
193247 193624 193950 194247 194624 194950 195247 195624
195950 196247 196624 196950 197247 197624 197950 198247
198624 198950 199247 199624 199950 200247 200624 200950
201247 201624 201950 202247 202624 202950 203247 203624
203950 204247 204624 204950 205247 205624 205950 206247
206624 206950 207247 207624 207950 208247 208624 208950
209247 209624 209950 210247 210624 210950 211247 211624
211950 212247 212624 212950 213247 213624 213950 214247
214624 214950 215247 215624 215950 216247 216624 216950
217247 217624 217950 218247 218624 218950 219247 219624
219950 220247 220624 220950 221247 221624 221950 222247
222624 222950 223247 223624 223950 224247 224624 224950
225247 225624 225950 226247 226624 226950 227247 227624
227950 228247 228624 228950 229247 229624 229950 230247
230624 230950 231247 231624 231950 232247 232624 232950
233247 233624 233950 234247 234624 234950 235247 235624
235950 236247 236624 236950 237247 237624 237950 238247
238624 238950 239247 239624 239950 240247 240624 240950
241247 241624 241950 242247 242624 242950 243247 243624
243950 244247 244624 244950 245247 245624 245950 246247
246624 246950 247247 247624 247950 248247 248624 248950
249247 249624 249950 250247 250624 250950 251247 251624
251950 252247 252624 252950 253247 253624 253950 254247
254624 254950 255247 255624 255950 256247 256624 256950
257247 257624 257950 258247 258624 258950 259247 259624
259950 260247 260624 260950 261247 261624 261950 262247
262624 262950 263247 263624 263950 264247 264624 264950
265247 265624 265950 266247 266624 266950 267247 267624
267950 268247 268624 268950 269247 269624 269950 270247
270624 270950 271247 271624 271950 272247 272624 272950
273247 273624 273950 274247 274624 274950 275247 275624
275950 276247 276624 276950 277247 277624 277950 278247
278624 278950 279247 279624 279950 280247 280624 280950
281247 281624 281950 282247 282624 282950 283247 283624
283950 284247 284624 284950 285247 285624 285950 286247
286624 286950 287247 287624 287950 288247 288624 288950
289247 289624 289950 290247 290624 290950 291247 291624
291950 292247 292624 292950 293247 293624 293950 294247
294624 294950 295247 295624 295950 296247 296624 296950
297247 297624 297950 298247 298624 298950 299247 299624
299950 300247 300624 300950 301247 301624 301950 302247
302624 302950 303247 303624 303950 304247 304624 304950
305247 305624 305950 306247 306624 306950 307247 307624
307950 308247 308624 308950 309247 309624 309950 310247
310624 310950 311247 311624 311950 312247 312624 312950
313247 313624 313950 314247 314624 314950 315247 315624
315950 316247 316624 316950 317247 317624 317950 318247
318624 318950 319247 319624 319950 320247 320624 320950
321247 321624 321950 322247 322624 322950 323247 323624
323950 324247 324624 324950 325247 325624 325950 326247
326624 326950 327247 327624 327950 328247 328624 328950
329247 329624 329950 330247 330624 330950 331247 331624
331950 332247 332624 332950 333247 333624 333950 334247
334624 334950 335247 335624 335950 336247 336624 336950
337247 337624 337950 338247 338624 338950 339247 339624
339950 340247 340624 340950 341247 341624 341950 342247
342624 342950 343247 343624 343950 344247 344624 344950
345247 345624 345950 346247 346624 346950 347247 347624
347950 348247 348624 348950 349247 349624 349950 350247
350624 350950 351247 351624 351950 352247 352624 352950
353247 353624 353950 354247 354624 354950 355247 355624
355950 356247 356624 356950 357247 357624 357950 358247
358624 358950 359247 359624 359950 360247 360624 360950
361247 361624 361950 362247 362624 362950 363247 363624
363950 364247 364624 364950 365247 365624 365950 366247
366624 366950 367247 367624 367950 368247 368624 368950
369247 369624 369950 370247 370624 370950 371247 371624
371950 372247 372624 372950 373247 373624 373950 374247
37462